

L'ESPAGNE FRANQUISTE AU SEUIL DE L'EUROPE

par

Ramon VASQUEZ

Le *Figaro* du 2 mars a publié un long entretien de son correspondant en Espagne, Jacques Guillemé-Brulon, avec le professeur Tierno Galvan, entretenu intitulé : « Un des dirigeants du socialisme espagnol m'a dit ». La semaine prochaine, le Conseil des Ministres de la C.E.E. devra décider s'il accepte ou non la demande d'association de l'Espagne franquiste au Marché Commun. Nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'une coïncidence...

La politique au service de l'économie

En effet, un processus d'évolution économique a commencé en Espagne, processus dont les grandes lignes sont le Plan de Stabilisation (1959) et le Plan de Développement (1963-1967), avec leurs corollaires : émigration massive de travailleurs espagnols (850.000), ruine des petites entreprises, prolétariat des petits paysans, importants investissements privés et crédits d'Etat concédés à l'Espagne, industrialisation relative de certaines régions, créations de nouvelles industries modernes (pétro-chimiques, par exemple), etc., etc. Le but de ce processus est, bien entendu, de transformer les vieilles structures économiques espagnoles basées sur un capitalisme autarcique et financier et sur l'agriculture, avec ses deux pôles propres aux pays sous-développés : les immenses latifundia d'un côté et les innombrables minifundia de l'autre ; en des structures plus « modernes », c'est-à-dire le capitalisme monopolistique étroitement lié et en fin de comptes dépendant des trusts internationaux. L'association de l'Espagne au Marché Commun constitue un pas important dans cette évolution.

Il est bien évident qu'un tel processus ne se réalise pas sans contradictions et frictions graves, à la fois politiques et économiques, internes et externes. Ce n'est un secret pour personne que l'association de l'Espagne au Marché Commun se heurte à de fortes résistances. Certains pays, dont l'Italie et les Pays-Bas, y sont opposés et masquent les motifs réels de cette opposition par leur répugnance à admettre dans le « concert des nations démocratiques européennes » qu'est, comme chacun sait, le Marché Commun, le régime dictatorial du général Franco.

Du bon usage de la social-démocratie

Mais, parallèlement, les gouvernements qui sont intéressés à l'association de l'Espagne franquiste au M.C. (en premier lieu, Paris et Bonn), font pression sur les « opposants » et sur l'opinion publique, en essayant de démontrer que l'Espagne d'aujourd'hui se « libéralise », qu'un « dialogue » s'est engagé entre certains cercles dirigeants et « l'opposition » même socialiste, etc. L'interview de Tierno Galvan fait partie de cette campagne. Cela est d'ailleurs implicitement avoué dans le « chapeau » qui précède l'entretien : « Si cette tâche d'informateur devait contribuer pour sa modeste part, à provoquer, dans l'avenir, de nouveaux échanges fructueux et constructifs entre deux mondes politiques, que le simple bon sens destine à cheminer l'un vers l'autre, nous ne pourrions que nous en réjouir, dans la mesure où nous sommes de ceux qui nourrissent l'espoir de voir cette terre d'Espagne, qui a tant souffert prendre sa place comme ses dimensions véritables dans le concert des nations. » Et, plus loin, ils déclarent verser « ce document au dossier de

la nécessaire réconciliation entre Espagnols... ». Notons au passage l'identité de vues entre *Le Figaro* et le P.C. espagnol sur la « réconciliation nationale ». Significative rencontre !!!

En ce qui concerne le régime franquiste, il a lui-même tout intérêt à montrer un visage plus « libéral » à l'Europe en général et aux sociaux-démocrates européens, en particulier. N'oublions pas que la social-démocratie est en train d'essayer de prendre la relève à la tête de plusieurs gouvernements ou y joue déjà un rôle important. Si une récession économique est à craindre, les chances de la social-démocratie augmenteront, d'après la bonne vieille tactique de la bourgeoisie qui consiste à faire endosser aux partis ouvriers la responsabilité des périodes d'austérité.

Pour revenir à l'Espagne, plusieurs signes font penser que certains cercles dirigeants sont en train de fabriquer « une opposition à sa Majesté », fort respectueuse, bien entendu, mais à étiquette « sociale » ou « socialiste ». Cette fabrication se heurtera à l'opposition des « durs » du franquisme : certains militaires, des grands propriétaires fonciers, certains cercles phalangistes, etc. Bien entendu, ces « durs » représentent souvent des couches sociales qui bénéficiaient de l'économie autarcique hier en vigueur et qui ont peur que l'évolution actuelle, l'association au Marché Commun et la conquête du marché espagnol par les trusts internationaux et leurs associés espagnols ne les acculent à une situation économique catastrophique. Avec des caractéristiques différentes dues aux conditions politico-économiques de notre pays et au régime franquiste au pouvoir depuis 25 ans, les mêmes contradictions qu'ont connu et connaissent d'autres pays européens, entre le « néo-capitalisme » monopolistique et un capitalisme conservateur et vieilli, se font jour en Espagne.

On prépare la relève

Nous pouvons donc situer la publication de l'entretien de Tierno Galvan et surtout la liberté avec laquelle il parle du socialisme (ou du moins de ce qu'il entend par ce terme, ce qui n'a rien à voir), comme un signe de cette « libéralisation » téléguidée d'en haut. Il n'est pas le seul. Ruiz-Gimenez, ex-ministre de l'Education nationale, ami personnel de Franco et un des leaders de la Démocratie Chrétienne, publie depuis quelques mois une revue au titre significatif : « Cahiers pour le dialogue ». Ruiz-Gimenez, comme les autres leaders de la Démocratie Chrétienne, est convaincu que son parti sera le futur parti au pouvoir en Espagne et dans ces « Cahiers » il engage le dialogue entre, d'une part les « libéraux » du Gouvernement actuel, et d'autre part les socialistes du type Tierno Galvan. Lui-même et la D.C. faisant le trait d'union.

Un autre fait symptomatique est le récent procès des socialistes espagnols qui traînaient depuis des années et où les accusés n'ont été condamnés qu'à des peines symboliques, puisqu'ayant fait déjà des mois de prison et des années de liberté conditionnelle, ils sont sortis du Tribunal libres comme l'air. Certains observateurs se sont cependant étonnés qu'ils aient été condamnés, même à des peines pratiquement symboliques. Ces observateurs espéraient que l'évolution irait plus vite. En réalité, à cause des contradictions d'intérêts politiques et économiques, l'évolution ne peut se faire qu'en zig-zags, une mesure « libérale » suivant une mesure « autoritaire », et cela déconcerte ceux qui n'ont qu'une vue superficielle des problèmes.

Ce procès n'a pas moins été une magnifique tribune pour un socialisme « à l'européenne ». Certains avocats comme Jimenez-Fernandez (leader de la Gauche Démocrate-Chrétienne) ont insisté sur l'incongruité qui consistait, au moment où l'Espagne est au seuil de l'Europe, à condamner des hommes qui professent les mêmes idées que les futurs partenaires du Gouvernement espagnol : Spaak, Nenni, sans doute Wilson et, pourquoi pas, Brandt ou Defferre ? Le Tribunal (qui, d'après la récente loi, était civil et non plus militaire) a accepté de grand cœur de reconnaître la noblesse des idées des accusés (textuel) mais la loi punissant (pour combien de temps ?) leurs activités, ils ont appliqué la loi.

Les meilleurs opposants sont ceux que l'on se donne

A peine le procès terminé, des rumeurs ont circulé à Madrid, dont un journal suisse s'est d'ailleurs fait l'écho, selon lesquelles une partie des accusés était en pourparlers avec certains membres du Gouvernement franquiste et notamment l'actuel dauphin de Franco, le vice-président Muñoz Grandes, dans le but de constituer un Parti socialiste espagnol légal et respectueux, indépendant du P.S.O.E., dont la direction, comme chacun sait, est en exil depuis 39. Il est difficile, pour le moment, de connaître le fondement réel de ces rumeurs et peut-être ont-elles été montées en épingle pour qu'elles arrivent aux oreilles du Conseil des Ministres de la C.E.E. ?

En tout cas, il semble que Tierno Galvan y fasse allusion lorsque dans son interview il déclare : « Le socialisme espagnol est un tout. Aussi bien que divers socialismes avec leurs objectifs respectifs aient pu surgir çà et là, il me semble improbable qu'un parti socialiste détaché de ses origines puisse se révéler un facteur efficace d'ordre et d'équilibre politiques. » Ses « origines », pour Tierno Galvan ce n'est évidemment pas le marxisme,

mais le P.S.O.E. En effet, Tierno Galvan, après avoir été le rédacteur des manifestes de l'Union Espagnole (monarchiste) et s'être associé avec Dionisio Ridruejo, est entré récemment au P.S.O.E. Il avait d'abord demandé une grande autonomie pour les socialistes de l'intérieur, cette autonomie avait été refusée par la direction en exil, Tierno Galvan s'est plié ou du moins a fait semblant de se plier à la discipline du parti.

L'histoire n'est pas faite par Tierno ou Ibarri

La seule conclusion que nous pouvons tirer de tout ceci c'est qu'une fois de plus dans l'Histoire, les socialistes répondent « présents ! » aux appels de la bourgeoisie. Tierno Galvan, qui déclare tranquillement qu'en « Espagne l'opposition a surtout un caractère de protestation morale où se retrouvent toutes les classes sociales, les tempéraments, etc. » (interview déjà citée), est tout prêt à collaborer avec la bourgeoisie espagnole dans la farce de la libéralisation. Il n'est pas le seul à se couvrir des oripeaux d'un certain « socialisme » pour mieux duper la classe ouvrière et mieux la trahir au bénéfice des couches prédominantes de la bourgeoisie espagnole d'aujourd'hui : les capitalistes monopolistiques. Si une partie des socialistes espagnols se prête au jeu « européen » des capitalistes, le P.C., de son côté, avec l'abandon de la lutte de classes pour la « réconciliation nationale », propose aux masses un programme soi-disant anti-monopoles qui rejoint dans la pratique les revendications de certains secteurs phalangistes dits de « gauche », qui représentent les intérêts de certaines couches moyennes. Ni le P.S.O.E. ni le P.C., ne représentent aujourd'hui les véritables intérêts de la classe ouvrière. Mais la classe ouvrière est là, et la lutte ouvrière ne fait que croître et s'organiser. Et tout le monde, P.C. et P.S.O.E. compris, devront en tenir compte. Mais nous en reparlerons.

LE 7^e CONGRÈS DES ÉTUDIANTS COMMUNISTES

(Suite de la page 3.)

autour des militants responsables de la F.G.E.L. (Fédération Générale des Étudiants en Lettres de l'U.N.E.F.) de la minorité du bureau national, elle devrait apparemment, au vu de ses réactions dans ce dernier congrès, tendre à agir comme un seul bloc. Cette nécessité peut lui permettre de surmonter son hétérogénéité. Encore lui faut-il pour cela se garder d'un double danger. D'une part, ne pas s'enfermer dans une opposition stérile et essentiellement littéraire qui lui interdit rapidement de démontrer dans la pratique à de nouvelles couches étudiantes que sa politique correspond mieux aux nécessités. Ensuite de ne pas tenter de surmonter immédiatement ses divergences dans des discussions interminables, mais bien plutôt à partir précisément de la détermination, de l'accomplissement de ses tâches communes. Cela ne signifie pas qu'un effort d'approfondissement de réflexion, d'études ne doit pas être fait par tous, mais par ailleurs la fragilité de certaines évolutions récentes, coupées de l'expérience réelle de la lutte de classe, peut engendrer la construction des théories les plus extravagantes. Entre l'élan combien sympathique de ces militants étudiants et leur transformation en militants révolutionnaires accomplis, il peut s'écouler plusieurs années. Bien entendu, aucun argument d'autorité ne peut les convaincre de cette appréciation, cependant ceux

qui se dégagent comme leurs dirigeants naturels devraient réfléchir à ses problèmes et souligner sans cesse l'importance de la lutte menée pour l'évolution du mouvement communiste en France, mais aussi les limites dont le mouvement étudiant peut difficilement sortir.

Il serait particulièrement important que par son activité, ce courant témoigne pour les militants ouvriers du Parti Communiste Français que les divergences ne signifient pas obligatoirement le retrait des opposants dans l'attentisme apolitique mais qu'au contraire elles sont correctement abordées, une source de progrès politique et organisationnel.

J.M.

P. S. — D'après les dernières informations, le compromis réalisé entre la tendance W. Rochet-Leroy et les camarades Kahn-Fornier, aurait été remis en cause. Le B.P. du P.C.F. s'opposerait au retour au Comité National de l'U.E.C. des 13 « gauchistes » et de 5 autres camarades démissionnaires, et enfin le secrétaire national ne serait pas le khrouchtchévien Kahn, mais un membre de la tendance « suiviste ». A tout le moins ces revirements successifs de la direction du P.C. prouvent que les luttes dans les sommets ne sont pas encore réglées au profit de la tendance thorezienne ou au profit de la tendance togliattiste ».

Le 13.3.64.